

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 47 (2020)
Heft: 4

Artikel: Nouveaux avions de combat pour le ciel suisse
Autor: Guggenbühler, Mireille
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1032973>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nouveaux avions de combat pour le ciel suisse

La Suisse doit-elle acheter de nouveaux avions de combat pour six milliards de francs? Les citoyens en décideront dans les urnes le 27 septembre 2020. La question divise: le revers essuyé par le Conseil fédéral en matière d'avions de combat il y a six ans est encore dans toutes les mémoires.

MIREILLE GUGGENBÜHLER

Les caractéristiques de vol du F/A-18 de l'armée suisse conviennent bien aux données géologiques de la Suisse. Les vallées alpines étroites et les pistes d'atterrissement souvent très courtes ne posent aucun problème à l'avion de combat de la maison Boeing (États-Unis). C'est du moins ce que pensent les Forces aériennes suisses. Néanmoins, tant les F/A-18 que les Tigers de l'avionneur californien Northrop Corporation ont fait leur temps et doivent être remplacés.

La conseillère fédérale Viola Amherd (PDC), qui dirige le Département militaire depuis début 2019, l'a souligné peu après son entrée en fonction: l'acquisition de nouveaux avions

de combat est importante pour l'avenir de l'armée. Outre cet achat, il faut également moderniser les moyens de défense sol-air pour renouveler comme prévu la défense aérienne. Sans ce renouvellement, l'armée «n'est pas en mesure de protéger le pays et ses habitants des attaques aériennes», note Viola Amherd.

Le Parlement suisse est du même avis: les majorités des deux Chambres sont derrière la conseillère fédérale, qui demande l'acquisition de nouveaux avions de combat pour six milliards de francs au maximum, d'ici fin 2030. L'investissement prévu est assorti d'affaires compensatoires: les entreprises étrangères qui livreront les avions de combat devront octroyer



Pour Viola Amherd, la question de principe qui se pose est celle de savoir si la Suisse veut conserver des forces aériennes. Photo Keystone

Ils ont fait leur temps: les F/A-18 au service des Forces aériennes suisses. Photo Keystone

des mandats en Suisse pour 60 % de la valeur contractuelle.

Hors du Parlement, l'opposition contre l'acquisition de nouveaux avions de combat se fait entendre. Le «groupe pour une Suisse sans armée» (GSsA), allié à des partis de gauche et des organisations pacifistes, a lancé un référendum, récolté des signatures et obtenu ainsi que le peuple puisse se prononcer le 27 septembre 2020 sur le crédit-cadre de six milliards de francs et les affaires compensatoires.

Non au Gripen de Saab

Ainsi, les Suisses voteront pour la deuxième fois en peu d'années sur l'achat de nouveaux avions de combat. En 2014, ils ont refusé à 53,4 % l'acquisition de 22 avions suédois du type Saab Gripen. Là aussi, le GSsA et d'autres organisations avaient lancé un référendum. Ils arguaient notamment que l'achat du Gripen reviendrait à bien plus cher à la Suisse que les 3,1 milliards de francs estimés, que les F/A-18 que possède le pays suffisaient aux tâches de la police aérienne et qu'on ne savait pas si le nouveau Gripen, alors encore en développement, serait capable de voler un jour.

Aujourd'hui, six ans plus tard, le contexte est tout autre. Tandis qu'en 2014, il aurait fallu d'abord remplacer les avions Tiger, la question de principe qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'on souhaite que l'armée suisse conserve des forces aériennes. C'est du moins l'interprétation du Conseil fédéral. La voie choisie par le gouvernement est également différente cette fois-ci, puisqu'il ne s'engage pas pour un modèle d'avion précis. Il faut savoir que c'est précisément ce qui avait posé problème en 2014: des spécialistes de l'aviation avaient publiquement criti-



Une fois bébé arrivé, bon nombre de pères souhaitent plus de jours de congé

qué le Gripen, pas encore opérationnel à leurs yeux, les débats internes à l'administration avaient transpiré à l'extérieur, et le conseiller fédéral alors en charge de la défense, Ueli Maurer (UDC), avait été attaqué de toutes parts. Le refus du peuple était ainsi à prévoir.

Une ministre de la défense très populaire

La situation d'aujourd'hui n'est pas la même non plus parce que la ministre de la défense Viola Amherd est très appréciée, d'après les sondages. La popularité dont elle jouit lui facilite la tâche pour promouvoir les Forces aériennes suisses également au-delà des cercles de droite. Elle le fait visiblement avec succès: en 2019, un sondage de l'EPF Zurich montrait qu'une majorité des Suisses interrogés considéraient l'armée comme nécessaire et trouvaient que le pays dépensait une somme tout juste suffisante, voire insuffisante, pour sa défense.

Pour les anti-armée, le combat pourrait donc s'avérer ardu. Lewin Lempert, membre du comité référendaire, n'est pas de cet avis. Pour lui, les arguments du «non» sont tout à fait solides: «Ce projet nous propose un achat les yeux fermés, car on ne connaît pas le type d'avion.» En outre, les nouveaux avions de combat pourraient coûter dans les 24 milliards de francs sur toute la durée de leur vie. Des chiffres de l'étranger l'ont montré. Il souligne également qu'une dépense de six milliards de francs pour des avions de combat en pleine crise du coronavirus serait «difficile à justifier».

Quels arguments l'emporteront: ceux de la Confédération ou ceux du comité référendaire? Réponse cet automne.

Voilà bientôt deux décennies que la Suisse discute de l'introduction d'un congé paternité. Jusqu'ici, le Parlement s'y est toujours opposé. Mais la tendance est en train de changer, et le peuple pourra prendre une décision clé en septembre.



Hauke Krenz et ses deux enfants: son exemple illustre le changement qui s'opère au sein de la société. Photo DR

MIREILLE GUGGENBÜHLER

À la naissance de son premier enfant, Hauke Krenz a reçu un seul jour de congé de son employeur. C'était il y a cinq ans. Ensuite, il aurait dû laisser sa femme et son nouveau-né seuls, et retourner au travail. Mais pour lui, il n'en était pas question: «J'aurais eu mauvaise conscience. Je voulais faire partie de cette famille dès le début, endosser des responsabilités et nouer un lien étroit avec mon enfant», explique ce père vivant dans la commune genevoise de Lancy: «Un jour de congé, ce n'est souvent même pas suffisant pour vivre pleinement la naissance.»

Cet économiste d'entreprise a donc utilisé son congé annuel pour pouvoir être auprès de sa femme et de son enfant pendant les semaines sui-

vant la naissance. En même temps, il s'est «plaint avec véhémence» à son employeur de ne pas avoir la possibilité de prendre un congé paternité plus long. Entre-temps, l'ancien employeur de Hauke Krenz a changé sa politique familiale: à la naissance de son deuxième enfant, il y a deux ans, l'économiste a pu prendre dix jours de congé paternité. Un changement culturel est apparemment en marche.

Les jeunes employés cherchent des modèles de congé attrayants

De fait, Hauke Krenz n'est pas un cas isolé. En Suisse, de nombreuses jeunes familles sont aujourd'hui d'avis que les pères ont eux aussi un rôle important à jouer après la naissance. Par conséquent, de plus en plus d'entre-